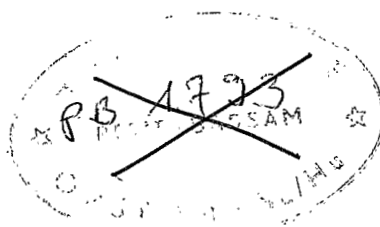


Alain SISSOKO
O.R.S.T.O.M.

Janvier 1983

L'IDENTITE, SIGNIFIANTS ET DIMENSIONS



Abidjan

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: Bx20512 Ex: unique

Fonds Documentaire ORSTOM



010020512

L'IDENTITE, SIGNIFIANTS ET DIMENSIONS

Si l'on veut cerner le concept d'identité collective en évitant à la fois l'indétermination commode des définitions idéologiques et toute simplification abusive s'inspirant de principes psychologiques ou sociologiques, il est opportun de proposer une définition qui permette de tenir compte de l'interaction continue des aspects subjectifs et des déterminations objectives.

Aussi proposerons nous de partir de l'appartenance, terme dont la polysémie est réduite et qui permet aussi bien de désigner le classement objectif des acteurs sociaux que leur loyauté subjective. Nous avancerons donc la formulation suivante :

"Appartenir à un groupe étendu (ou encore à un groupe pourvu de dimensions historiques), c'est posséder et / ou exprimer certains traits qui sont susceptibles de manifester ou de signifier que l'on se situe, ou se conçoit dans le cadre collectif d'intérêts ou d'un destin partagés avec d'autres sujets, catégorisés de façon équivalente, en opposition significative avec d'autres sujets relevant de groupes autrement caractérisés".

1) Dans cette optique, l'appartenance n'est ni objective, ni subjective, mais perçue à travers un certain mode de relation entre les aspects objectifs, c'est-à-dire, constitués historiquement (langue, territoire...) et la signification qu'ils peuvent impliquer en termes d'identification collective à d'autres acteurs.

Il faut donc retenir, que les implications possibles sont, pour être plus précis, réciproques. La langue que je parle me désigne comme sujet appartenant par exemple à un groupe culturel donné, ma qualité de sujet de ce groupe m'assigne l'usage de ma langue. Aussi, existe-t-il, ici, à la fois distinction et identité entre les processus d'auto-définition et / ^{de} catégorisation par autrui. Pourrait-on comprendre que les identités collectives aient à la fois une profonde emprise émotionnelle et une portée considérable pour les pratiques sociales si l'objectif et le subjectif ne se disaient ici d'une seule et même structure. C'est qu'il y a, à la fois, une logique objectivable de la façon dont je me définis, et une extrapolation à mon identité globale des traits culturels ou nationaux qu'on m'assigne. L'identité collective ne se découvre pas au terme d'une méthode introspective - la psychologie sociale a souvent contribué à réduire l'identité à la subjectivité - mais elle n'est pas davantage définie par la "carte d'identité" ou le discours d'autrui officiel ou officieux. Elle relève de ce renvoi indéfini du subjectif à l'objectif, de la manifestation d'un

vécu partagé à l'intériorisation d'une histoire constituée.

C'est précisément parce qu'intervient ici l'histoire, entendons par là des significations relativement définies et susceptibles d'être partagées, qu'est possible cette articulation très spécifique de l'objectif et du subjectif.

A l'inverse, l'attribution ou la revendication de traits qui ne sont pas ancrés de cette façon dans un devenir collectif peut se situer dans la dualité radicale de l'arbitraire du sens imposé d'une part, et de l'ineffable adéquation à soi-même d'autre part.

2) Ce qui a occulté l'unité dialectique du subjectif et de l'objectif, c'est qu'on a référé les mêmes traits nationaux à des univers logiques différents selon qu'ils étaient extérieurs ou intérieurs. Dans le premier cas on a mis en exergue des théories causales, capables de rendre compte de la production historique de l'unité des groupes. Dans cette perspective, la langue, le territoire, la culture sont traités comme des facteurs. Dans le second cas, on se situe souvent au contraire, dans une logique attributive, d'inspiration plus ou moins substantialiste : les individus de telle nationalité sont porteurs de tel ou tel caractère.

Les deux séries de propositions se développent de manière d'autant plus arbitraire qu'elles ne peuvent, se recouper : le "principe de nationalité" en terme politique évacue ou ignore le "caractère" national des anthropologues.

En fait, l'appartenance est d'abord, ni subjective, ni objective ; elle est un effet de sens. Le trait possédé est lu comme expression, le trait exprimé est la revendication d'une priorité de l'acteur social. Les traits caractéristiques de l'appartenance apparaissent comme dimensions historiquement constitués s'ils sont lus comme objectifs, et comme signifiants de l'identité s'ils sont lus comme subjectifs.

3) Aussi, les pratiques elles-mêmes font partie intégrante de la définition de l'appartenance, elles ne sont pas une sorte de conséquence naturelle des propriétés du groupe. La manière de se vêtir par exemple, signifie qui on est, il ne le signale pas purement et simplement ; il se situe, chez un individu, dans un rapport expressif en regard de sa culture (rapport de continuité ou de discontinuité). Pour d'autres dimensions, l'ambiguïté de ces propriétés, à la fois reprises dans une culture constituée et assumée dans un style d'affirmation ou de dénégation, est plus subtile : c'est le cas dans l'usage de la langue dominante des accents étrangers, qu'on combat, qu'on conserve ou qu'on cultive. Le territoire lui-même, quand il devient dimension

de l'appartenance nationale, ne relève plus du naturalisme géographique : il peut être banalisé par le comportement touristique, ou magnifié par le pèlerinage.

La manifestation ultime des pratiques dans la définition même de l'identité, c'est le sacrifice. Ce n'est pas seulement parce qu'il peut fonder mythiquement une dimension constitutive de l'identité -territoire, culture religieuse, histoire partagée- c'est aussi qu'il permet de résumer dans un acte unique, de totaliser la clôture du groupe et la signification de cette clôture. Il convient de souligner qu'une identité ne s'apprécie pas à la fréquence de ses manifestations, mais à l'importance des enjeux que celles-ci impliquent.

4) Ainsi écartelée entre l'objectif et le subjectif, totalisée dans des pratiques plus ou moins exceptionnelles, l'appartenance n'a pas de lieu où puisse se poser impersonnellement sa vérité théorique. Qui appartient à quoi ? La question est certainement déterminée, dans sa position, dans ses critères, par une histoire réelle ; mais la réponse est suspendue à la pratique des acteurs sociaux qu'elle concerne. D'un côté, nous venons de le voir, il n'est pas d'appartenance sans manifestations pratiques, et toute domination implique, chez le dominé qui défend son identité la lutte souvent exigeante, contre une aliénation, mais il est vrai aussi que les groupes dominants peuvent exercer leur emprise sur les signifiants de l'identité. D'une part, intervient un déguisement idéologique : l'appartenance à l'Etat est donnée pour un fondement historique -de même que, dans un autre champ d'identifications, l'appartenance au parti peut être donnée pour la position de classe-. D'autre part, la maîtrise des appareils de socialisation permet d'agir sur les traits caractéristiques de l'appartenance : histoire, langue, culture, territoire... Les deux aspects se rejoignent en ceci que l'Etat est à même de produire pratiquement, jusqu'à un certain point, les conditions même de la légitimité de sa domination sur les groupes minoritaires.

Nous proposons d'appeler totalisation symbolique la production de l'unité des groupes qui se fonde sur des traits historiquement constitués -intercompréhension linguistique, destin partagé, territoire commun...- et totalisation institutionnelle celle qui, formellement et matériellement, est le produit de la pratique des appareils qui détiennent la légitimité formelle du pouvoir politique. Il est clair que cette distinction n'est pas celle de la vraie identité en regard de l'aliénation, puisque la totalisation symbolique s'appuie en bonne part sur les traces des totalisations institutionnelles du passé, dont on a communément oublié le rôle désormais indifférenciable de la représentation du groupe / ^{dans} son entier. D'autre part, dans l'actualité même des

luttres sociales, tout groupe dominé cherche à instituer son unité, tout groupe dominant s'efforce d'attribuer à la spontanéité sociale l'effet unificateur de ses politiques.

Ce qui a égaré ici les sciences historiques et sociales est la prétention à poser les normes légitimes de l'appartenance (1). Si l'on s'émancipe de cette normativité plus ou moins savamment déguisée, on ne peut s'assigner d'autres tâches que de comprendre positivement la production historique des appartenances. C'est notamment indispensable pour que les analyses des cultures gagnent en valeur prospective, et ne s'enferment ni dans des archéologies, ni dans des idéologies.

5) Cette tâche est scientifiquement accessible, parce que cette production n'est possible que dans certaines conditions formelles dont on peut s'efforcer d'établir l'invariance. Si notre analyse est fondée, les critères de l'identité collective doivent posséder trois propriétés formelles :

- Ils doivent donner prise à la confusion possible de la nature et de la norme, de la causalité et de la signification. En d'autres termes, ils doivent pouvoir être posés à la fois comme dimensions et comme signifiants.

- Une implication directe de ce caractère ambigu des critères est qu'ils sont susceptibles d'être repris dans des démarches d'intériorisation : ce qui existe comme caractère historique ou marque d'appartenance commune doit pouvoir être vécu comme expression du sujet.

- En tant que signifiants, ces critères doivent être la marque possible d'opposition entre les groupes, au sens sémantique du terme.

Dans l'état actuel de la recherche, nous proposons de retenir huit dimensions : *langue, territoire, culture populaire, culture savante, histoire faite, histoire à faire, intérêt commun, mentalité.*

6) Il est clair que cette construction d'objet ne correspond pas à l'histoire concrète. En fait on peut considérer l'élaboration progressive des théories de l'Etat et des principes des nationalités comme une entreprise de sélection progressive des signifiants propices à l'exercice symbolique du pouvoir politique moderne (2). Une lecture critique doit en effet permettre

(1) Le cas du courant marxiste est ici éloquent. Il abandonne le plus souvent à propos de la question nationale toute approche critique pour reprendre une théorie naturaliste de la production des groupes sociaux par des conditions objectives. Il ne se distingue plus, dès lors, des théories "bourgeoises" de SAVIGNY, RENAN, etc.

(2) Il est clair que l'analyse proposée ici peut être transposée jusqu'à un certain point à d'autres modes d'appartenance sociale, religieuse, etc. Mais c'est une tâche qui demande une grande vigilance critique dans la comparaison historique

de renverser le sens de ces textes : Ils apparaissent alors, non comme l'expression de nouvelles légitimités historiques, mais comme la manifestation des modes modernes de la gestion des identités collectives. A leur tour, ces projets politiques permettent de saisir par où s'exerce leur emprise, et donc de relever ces dimensions de totalisation symbolique qu'ils s'exercent à contrôler.

7) Le développement des Etats s'exerce en effet de façon contradictoire, selon que l'on considère la logique économique et la logique symbolique. D'une part, ils généralisent la sphère des relations marchandes. Ils dissolvent à cette fin les spécificités locales, mais, à terme, se trouvent eux-mêmes menacés dans leur capacité d'autonomie, par la mondialisation des marchés. Mais, d'autre part, ils garantissent des inégalités de classes, en faisant appel aux loyautés civiques.

En un sens, cela accroît l'arbitraire du symbolisme des appartenances. Cela s'exprime par l'inefficacité croissante des mesures tendant à lutter contre les spéculations sur les monnaies faibles, la généralisation de l'emploi -même dans la chanson- de la langue des pays économiquement dominants.

Mais, d'autre part, toute résistance à ces hégémonies uniformisantes devient aussi l'occasion possible d'une mobilisation de l'identité. Nous entendons par cette expression le processus par lequel une appartenance collective induit des expressions et des pratiques qui tendent à s'organiser indépendamment des logiques sociales dominantes et à leur résister.

Dans cette perspective, la relation d'opposition, au sens sémantique du terme, qui intervient dans la position de l'identité collective peut toujours surdéterminer une opposition sociale, au sens littéral du mot.

L'identité nationale devient alors l'enjeu de conflits complexes et ambigus. La totalisation institutionnelle effectuée par les Etats économiquement dominés risque de masquer idéologiquement l'intégration complète des pouvoirs à la sphère de l'impérialisme. Mais la totalisation symbolique effectuée par les acteurs sociaux qui ressentent le plus directement les aliénations culturelles, est la base possible de pratiques de rupture avec les logiques de la dépendance.

L'identité collective ne peut être considérée ni comme un épiphénomène, ni comme une super-structure : c'est un principe de décision pour les acteurs sociaux, un enjeu à contrôler pour les appareils institués ; elle est essentielle à l'intelligibilité des changements historiques.

Les variations de l'identité

Parce qu'elles sont la marque d'une appartenance globale, les dimensions de totalisation ne peuvent se ramener à des traits indépendants les uns des autres, mais présentent un certain degré de structuration. Des relations d'ordre peuvent être induites, non seulement du discours des sujets, mais surtout des situations où les identités se négocient : les dominés ne peuvent maintenir leur appartenance dans son intégrité lorsqu'ils affrontent des pouvoirs et des autorités économiques ou culturelles.

Les institutions, organisations, et groupes déploient des stratégies dans leurs recherches de compromis ou leur refus de l'aliénation.

La spécificité des réactions à la situation de domination atteste de l'irréductibilité des groupes à des agrégats d'acteurs anonymes déplacés dans un espace homogénéisé.

Leur manière différente de se situer par rapport aux apprentissages professionnels, scolaires, de lire l'espace, de se placer dans la ville, d'acquérir quelque usage de la langue dominante, sont des sources de variations de l'identité.

Mais on ne peut s'en tenir compte à cette lecture "en creux" qui incite à ordonner les groupes selon leur degré d'assimilation. La résistance ou la réinterprétation d'une norme dominante est autre chose que la marque d'une incapacité.

Les recueils ethnographiques et les monographies ont montré au grand jour l'importance de la diversité et des ressources plus ou moins liées aux traditions collectives que chaque "communauté" utilise pour gérer sa cohésion. Mais on ne peut s'en tenir là et éviter de s'interroger en termes proprement théoriques : ne trouve-t-on là que des marques provisoires de parcours d'assimilation ? Voit-on au contraire apparaître des éléments de cultures "synchrétiques" ou "nouvelles" ?

Ces façons de s'interroger ne préjugent-elles pas de la réponse ? Elles impliquent que les cultures existent comme des "choses" et que c'est leur existence qui rend possible l'unité des différents groupes. Notre propos oppose une dialectique à ce substantialisme : si des groupes ont l'intention de préserver une unité, il leur faut trouver de quoi l'exprimer dans ce qu'a sédimenté une histoire objectivée par les institutions et les organisations ; réciproquement, ces traits structurels se dissolvent ou se figent s'ils ne sont pas repris, redynamisés dans des pratiques cohésives : ce qu'on voit apparaître dans l'espace aujourd'hui, c'est la revendication de plus en

plus nette d'affirmer l'unité de certaines appartenances qui ne soient pas décrétées et gérées par l'Etat d'un bord ou de l'autre, ce n'est rien d'autre que l'émergence du pluralisme et des "capacités différentielles".

Si, en effet, on maintient des solidarités spécifiques, cela ne veut pas dire que l'on conserve des traits immuables, mais cela signifie que l'on maintient de façon positive une certaine structure des dimensions de totalisation du groupe. Ce qui est préservé est de l'ordre du sens, et donc des relations, et non d'un acquis en soi, qui pris substantiellement et isolément, ne pourrait rien signifier de plus qu'une borne muette sur un parcours.

L'enjeu actuel de la recherche sur l'identité, n'est pas davantage de réifier "l'histoire" que la "culture", mais de saisir, dans la dynamique actuelle des communications et des échanges, comment une identité historiquement constituée peut être signifiée au-delà des espaces "fragmentés" et "clôturés" par les institutions.